

Contrat de professionnalisation

Ce qu'il faut retenir

Les contrats de professionnalisation ont pour objet de favoriser l'insertion ou la réinsertion des jeunes et des demandeurs d'emploi par l'acquisition d'une qualification reconnue. Mis en oeuvre dans le cadre de CDI ou de CDD, ils sont basés sur le principe de l'alternance entre séquences de formation et exercice d'activités professionnelles.

Publics concernés

- Jeunes de 16 à 25 ans révolus.
- Demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus inscrits à Pôle-Emploi (depuis au moins 6 mois : prioritaires).
- Demandeurs d'emploi âgés de plus de 45 ans.
- Personnes handicapées entrant dans les bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Public concerné par le contrat de professionnalisation renforcé :

- jeunes de 16 à 25 ans non détenteurs d'une qualification équivalente au baccalauréat et

non titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel,

- bénéficiaires de minima sociaux : du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), dans les DOM bénéficiaires du RMI et de l'Allocation de parent isolé (API),
- personnes issues d'un Contrat unique d'insertion (CUI) ou d'un contrat aidé signé en 2009.

Formations éligibles prioritaires

La formation doit préparer à l'acquisition d'une qualification :

- reconnue dans la classification d'une convention collective de branche ;
- ou ouvrant droit à un Certificat de qualifi-

cation professionnelle.

- ou reconnue par un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel correspondant au maximum au niveau III de l'éducation nationale (bac + 2).

Déroulement du contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation, sur le principe de l'alternance, associe des séquences de formation et l'exercice d'activités professionnelles en entreprise en relation avec la qualification visée. Il est obligatoirement un contrat écrit déposé à la DDTEFP par le FAFSEA.

Nature du contrat

Le contrat de professionnalisation peut être conclu :

- dans le cadre d'un CDD de 6 à 18 mois ou de 6 à 24 mois pour le public visé par le contrat de professionnalisation renforcé.
- au début d'un CDI. On parle alors d'action de professionnalisation dont la durée est comprise entre 6 et 12 mois et jusqu'à 24 mois lorsque la nature de la qualification visée l'exige selon les priorités définies par les partenaires sociaux ou pour le public visé par le contrat de professionnalisation renforcé.

Durée de la formation

Les actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation en centre doivent représenter entre 15% et 30% de la durée totale du contrat, sans être inférieures à 150 heures.

Elle peut représenter jusqu'à 50% de la durée du contrat de professionnalisation CDD ou jusqu'à 1200 heures pour une action de professionnalisation CDI, si la qualification visée est un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou un CQP mis en place dans les secteurs relevant de l'accord.

Mise en oeuvre

Dans un délai de 2 mois à compter du début du contrat de professionnalisation, en cas d'inadéquation entre le programme de formation et les acquis du salarié mis en oeuvre en situation professionnelle, l'employeur et le salarié peuvent conclure un avenant au contrat initial modifiant la durée de la formation dans les limites définies ci-dessus et sous réserve de l'accord du FAFSEA.

Démarches à entreprendre

- Au plus tard 15 jours avant la conclusion du contrat de professionnalisation, l'employeur envoie au FAFSEA, une demande préalable de prise en charge et le programme détaillé de la formation (un document complémentaire est demandé si le bénéficiaire n'est pas de natio-

nalité française). Si toutes les conditions d'éligibilité sont remplies, le FAFSEA informe l'employeur de la prise en charge du contrat.

- L'employeur signe, avec l'organisme de formation, une convention de formation précisant les objectifs, le programme et les modalités

* Entreprises de la production agricole, de travaux agricoles et/ou forestiers, du paysage, CUMA, sylviculteurs, entraîneurs de chevaux.

Secteur agricole

d'organisation, d'évaluation et de sanction de la formation. Parallèlement, l'employeur conclut avec le bénéficiaire le contrat de professionnalisation à l'aide du CERFA Contrat de professionnalisation. Le volet 2 du CERFA est remis au bénéficiaire, accompagné d'un document précisant les objectifs, le programme et les modalités d'organisation, d'évaluation et de sanction de la formation.

- L'employeur envoie au FAFSEA les volets 3, 4 et 5 du CERFA et une copie de la convention de formation, au

Le tutorat

Un tuteur est désigné par l'entreprise auprès du bénéficiaire du contrat de professionnalisation.

- Le tuteur doit être au moins du même niveau de classification que le poste pour lequel il forme le salarié.
- Le salarié tuteur ne peut exercer simultanément son tutorat auprès de plus de trois bénéficiaires (auprès de deux bénéficiaires maximum si le tuteur est l'employeur) de contrat de professionnalisation ou d'apprentissage ou de période de professionnalisation.
- Le tuteur a pour mission d'accueillir, d'aider, d'informer, de guider le bénéficiaire, de veiller au respect de son emploi du temps, d'assurer la liaison avec l'orga-

Financement & prise en charge

L'entreprise :

- Règle les frais de formation.
- Verse au bénéficiaire un salaire au moins égal aux minimums légaux définis en fonction de l'âge et du niveau de formation (voir tableau ci-dessous), sauf dispositions conventionnelles ou contractuelles plus favorables.

	Au moins titulaire d'un titre ou diplôme professionnel de niveau IV	Autre
26 ans et plus	100% du SMIC*	
21 à 25 ans	80% du SMIC	70% du SMIC
Moins de 21 ans	65% du SMIC	55% du SMIC

* la rémunération ne peut ni être inférieure au SMIC, ni inférieure à 85 % du salaire minimum conventionnel.

Exonérations et mesures de soutien de l'Etat

Pour le développement et le soutien du contrat de professionnalisation, de nombreuses aides et allègements de charges ont été mis en place par l'Etat et Pôle emploi. Renseignements sur www.contrats-alternance.gouv.fr/view-58-paarticle.html

Le FAFSEA rembourse à l'entreprise :

- les frais de formation sur la base d'un forfait fixé à 12 € par heure de formation agréée et réalisée, dont 9,15 € maximum au titre des coûts pédagogiques.

Pour le public visé par le contrat de professionnalisation

plus tard dans les 5 jours ouvrables qui suivent le début du contrat.

- Au regard de la conformité des informations présentées, le FAFSEA dépose le CERFA et son avis de financement à la DDTEFP compétente, dans un délai d'un mois à compter de sa réception.
- La DDTEFP vérifie la conformité, enregistre le contrat et notifie sa décision à l'entreprise et au FAFSEA (l'absence de réponse de la DDTEFP dans un délai d'un mois, vaut accord).

nisme ou le service de formation, de participer à l'évaluation de suivi de la formation, d'organiser, avec les salariés concernés, l'activité du bénéficiaire dans l'entreprise et de contribuer à l'acquisition des savoir-faire professionnels.

- Le public visé par le contrat de professionnalisation renforcé ainsi que les personnes suivies par un référent avant la signature d'un contrat de professionnalisation et les personnes n'ayant exercé aucune activité professionnelle à plein temps et en CDI au cours des 3 années précédant la signature du contrat, peuvent bénéficier d'un tutorat externe à l'entreprise.

renforcé, le forfait est fixé à 15 € par heure de formation suivie (dont 9.15 € TTC maximum au titre des coûts pédagogiques). Le remboursement est fait trimestriellement au vu de l'attestation de présence délivrée par l'organisme de formation et de la copie des bulletins de salaire de la période concernée ;

- Les dépenses (coûts pédagogiques et rémunération) engagées au titre de la formation d'un tuteur salarié ou d'un tuteur employeur d'une entreprise de moins de 10 salariés, à hauteur de 21.35 € TTC par heure de formation suivis durant 4 jours la 1ère année de tutorat et 2 jours dans les 4 ans suivants (dans la limite de 600 € par an).

- Les missions exercées par le tuteur peuvent être prises en charge si le tuteur a préalablement suivie une formation à cette fonction reconnue par le FAFSEA. Ses missions peuvent alors être financées selon le forfait suivant : 15 € TTC par heure dans la limite de 20 heures le 1er mois de tutorat, 10 heures les 2ème et 3ème mois, 5 heures les mois suivants (dans la limite de 92H/an).

Pour les tuteurs de bénéficiaires concerné par le contrat de professionnalisation renforcé ou pour les tuteurs âgés de 45 ans et plus, la fonction tutorale peut être prise en charge à hauteur de 345 € par mois dans la limite de 6 mois.

- Les missions exercées par le tuteur externe à l'entreprise (public : voir § *Le tutorat*) peuvent être prises en charge à hauteur de 345 € par mois dans la limite de 6 mois.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter votre délégation régionale du Fafsea.

Toutes nos coordonnées sont disponibles sur www.fafsea.com